



Sida et IST, des thématiques prioritaires pour les étudiants

Par Nicolas Dion, président de la SMEREP

Depuis de longues années, le sida et les IST sont des sujets privilégiés par la Smerep en matière de prévention. Les dernières enquêtes nous confortent dans ce sens. Ainsi, l'enquête KABP (Knowledge, attitudes, beliefs and practices) sur la perception sociale du sida réalisée par l'Observatoire régional de santé d'Ile-de-France (chiffres 2004) révèle que le comportement des 18-24 ans est préoccupant : d'une part les jeunes sont moins sensibilisés et accordent moins d'attention à la prévention du sida et des infections sexuellement transmissibles (IST), d'autre part ils sont moins nombreux à déclarer avoir utilisé un préservatif au cours de l'année. Un constat qui souligne la nécessité d'un renforcement des actions de prévention régulièrement effectuées auprès d'eux, en leur rappelant les vrais risques du sida et comment s'en protéger.

Que ce soit à l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre le sida du 1^{er} décembre mais également tout au long de l'année, la Smerep, en partenariat avec les services de médecine préventive universitaire ou les associations étudiantes,

organise des journées d'information et de sensibilisation dans les universités et les écoles d'Ile-de-France. Ces actions sont co-animées par des étudiants, véritable éducation par les pairs, et par des professionnels, garantissant ainsi un message de qualité et de convivialité. Nous travaillons également en collaboration avec des associations de prévention spécialisées, comme Aides ou Arcat Sida, pouvant être relais au niveau local.

Si l'objectif principal de ces actions est de rappeler que le préservatif reste le seul moyen de protection efficace contre le sida et les autres IST, nous insistons aussi sur l'importance du dépistage en orientant notamment vers les CDAG locaux.

La prévention du sida et autres IST y est abordée par le biais d'un jeu qui permet de tester les connaissances des étudiants sous une forme interactive et ludique. Grâce au dialogue initié par les animateurs, les étudiants peuvent y trouver les réponses à leurs questions : modes de contaminations, symptômes, contraception, sexualité... Le traitement d'urgence après une prise de risque,

qui reste encore méconnu de nombreux étudiants, est un des sujets les plus abordés.

Préservatifs masculins et féminins sont proposés gratuitement, et des dépliants d'information, élaborés avec l'aide du Kiosque Info Sida, sont à leur disposition.

Le sida reste un sujet qui touche les étudiants : 90% de ceux rencontrés lors de nos actions déclarent se sentir concernés par cette thématique de santé, ce qui en fait un des sujets les plus plébiscités. L'évaluation de ces actions montre que plus de 60% des étudiants rencontrés y ont acquis des connaissances, près d'un tiers ont pris conscience des risques.

Les actions de prévention au sein des lieux de vie des étudiants restent essentielles pour les orienter vers les ressources locales : près d'un quart des étudiants touchés ont pu savoir à qui s'adresser. C'est pourquoi la Smerep poursuit son action auprès des étudiants et souhaite un renforcement de l'action des pouvoirs publics afin de répondre au risque de relâchement de la prévention perceptible dans les enquêtes de santé publique.

SOMMAIRE

Sida et IST, des thématiques prioritaires pour les étudiants.....	1
La réduction des risques en direction des toxicomanes : une politique de santé publique efficace mais en attente d'innovations.....	2
ELCS soutient la contribution de solidarité internationale sur les billets d'avion.....	3
ELCS à la 1 ^{ère} Gay Pride de Moscou.....	3
Sortie des actes d'ELCS.....	4
Les Points sur les i Editions s'engagent avec ELCS.....	4
Le Banana Café avec ELCS.....	4
Partenaires.....	4

LA REDUCTION DES RISQUES EN DIRECTION DES TOXICOMANES : UNE POLITIQUE DE SANTE PUBLIQUE EFFICACE MAIS EN ATTENTE D'INNOVATIONS

Le sida a bouleversé la politique de l'Etat en direction des usagers de drogues: d'un enjeu pénal, la toxicomanie s'est érigée en enjeu de santé publique par le biais de la politique de réduction des risques, politique moins dogmatique, en phase avec la réalité épidémiologique et fondée sur les principes d'humanisme et de pragmatisme.

Aujourd'hui l'utilité de la politique de réduction des risques est incontestable: entre 1994 et 1999 baisse de la mortalité par overdose de 80%, taux de transmission du virus par pratique d'injection passant de 30% au début des années 90 à 4% aujourd'hui, réduction de la pratique de l'injection grâce notamment aux messages d'information, chute de 67% des interpellations pour usage d'héroïne... En 10 ans, cette politique a produit des résultats spectaculaires qui la rendent totalement indispensable, même si quelques députés et sénateurs s'acharment périodiquement à remettre en cause son utilité.

Pourtant, globalement, il faut faire preuve de prudence quant au bilan de la politique de réduction des risques : tout d'abord, selon les données de l'enquête ANRS-Coquelicot, les pratiques d'injection restent à un niveau élevé et on constate une persistance du partage

de seringue; ensuite, le problème du VHC est très préoccupant : la prévalence globale est de 50% environ et on estime qu'un tiers des usagers de drogues ne connaissent pas leur séropositivité au VHC.

L'urgence est toujours là et elle nous pousse à renforcer cette politique de réduction de risques et à innover toujours plus, même s'il y a déjà eu des avancées, notamment la légalisation de la notion de réduction des risques, les CAARUD... Plusieurs pistes s'offrent à nous :

- Il faudrait tenter l'expérimentation, dans plusieurs grandes villes françaises, d'espace d'accueil et d'injection pour les usagers de drogue. De nombreux pays s'y sont engagés : l'Allemagne, les Pays-Bas, l'Espagne, l'Australie, le Canada, la Suisse... En Suisse, ces salles donnent des résultats incontestables en terme de santé publique mais aussi de sécurité et elles rassurent incontestablement les riverains des lieux de deal.

- Le financement des structures bas seuil devrait être conditionné à l'organisation d'une réunion hebdomadaire ouverte aux usagers de drogue, aux professionnels et aux riverains afin de rassurer ces derniers et d'améliorer l'image de ces structures.

- Un effort particulier doit être fait sur la lutte contre l'hépatite C qui a explosé chez les usagers de drogue. Même si les études ne sont pas encore achevées, l'efficacité des *kits snif* pour les usagers de drogues par aspiration nasale notamment semble réelle. Il est donc indispensable que l'Etat finance la généralisation du *kit snif*.

- Des programmes d'échanges de seringues doivent être expérimentés en prison, comme cela se fait en Suisse, en Allemagne et en Espagne. Les expériences menées dans ces pays montrent que cela n'augmente aucunement la consommation et n'a suscité aucune agression vis à vis des gardiens de prison. Cette mise en place devrait être expérimentée et les gardiens de prisons doivent y être associés pour les rassurer et leur en expliquer les résultats sanitaires.

Les innovations pourraient être nombreuses. Tout est une question de courage politique car l'intérêt au niveau de la santé publique lui est bien présent ! Alors évitons le discours démagogique stérile, regardons les résultats en matière de santé publique, sachons écouter la souffrance physique et psychologique des usagers de drogues et agissons en conséquence.



L'association SAFE a édité un CD-ROM intitulé

« Guide des élus pour implanter dans les villes des distributeurs et des collecteurs de seringues ».

Cet outil est indispensable pour tout élu souhaitant découvrir la politique de réduction des risques de manière concrète, ses dispositifs et la réglementation en vigueur. Le CD est disponible sur simple demande à l'adresse électronique : contact@safe.asso.fr

ELCS SOUTIENT LA CONTRIBUTION DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE SUR LES BILLETS D'AVION

3 millions de morts par an à cause du VIH/Sida... tel est le bilan dramatique du sida en 2005. Pour ne prendre que l'exemple de l'Afrique, continent le plus touché par la pandémie, 90% des malades du sida n'ont pas accès aux traitements antirétroviraux (ARV). Sur ce continent, le sida fait 6.300 morts par jour, un enfant meurt toutes les 30 secondes en Afrique. Face à ce drame sanitaire, les pays développés ne donnent pas assez aux pays les plus touchés, c'est une évidence martelée par l'ensemble des experts internationaux. Ainsi, on ne peut que se féliciter de l'initiative de la France de proposer la mise en place au niveau international d'une contribution de solidarité internationale sur les billets d'avion. Il s'agit de taxer les billets d'avion émis sur le territoire national (de 1 à 40 euros suivant que le vol est national ou international et selon la classe). Cet outil a l'immense avantage d'avoir des conséquences économiques très limitées sur le secteur aérien et touriste-

que au regard du taux de croissance de ces deux secteurs.

En France, cette contribution est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2006. Elle devrait permettre de récolter environ 200 M€ par an, qui auront vocation à contribuer au financement d'une Facilité internationale d'achat de



UNIS POUR SOIGNER

médicaments (UNITAID) pour lutter contre les pandémies qui affectent le monde en développement, c'est-à-dire le sida, la tuberculose et le paludisme.

UNITAID fonctionnera comme une centrale d'achats de médicaments à prix réduit pour les pays pauvres et permettra de faciliter l'accès aux traitements. UNITAID sera financé par 43 pays. Quatorze d'entre eux

(Brésil, Chili, Chypre, Congo, Gabon, Côte d'Ivoire, France, Jordanie, Luxembourg, Madagascar, Maurice, Nicaragua, Norvège, Royaume-Uni) le feront par le biais d'une taxe sur les billets d'avion.

Au total, un milliard de dollars par an sont attendus pour l'ensemble des pays qui se sont engagés pour cette taxe sur les billets d'avion. En principe, l'objectif prioritaire de cette structure sera les traitements destinés aux enfants.

ELCS espère vivement que le XVI^{ème} Congrès international sur le sida, qui se déroulera en août, sera l'occasion pour de nombreux pays, notamment les pays riches comme les Etats-Unis, le Canada, l'Australie, ou nos partenaires européens, de rejoindre cette initiative et de mettre en place la contribution de solidarité internationale sur les billets d'avion.

ELCS à la 1^{ère} Gay Pride de Moscou

«Les homosexuels n'ont pas de droits», «les homosexuels doivent être battus», «atteinte à la moralité», «campagne pour pervertir la nation russe»... telles sont les déclarations extrêmement violentes des dignitaires religieux russes de toutes obédience entendues avant la tenue de la Gay Pride.

Face à ces réactions de violence et à l'intransigeance des autorités russes et afin d'apporter son soutien à cette marche où les participants ne feront que réclamer leur droit légitime à vivre comme tous, sans se cacher de peur de la discrimination, une délégation d'ELCS, composée de Jean-Luc Romero, président, Eddie Aït, vice-président, Philippe Lohéac, trésorier, Bastien Vibert-Vichet, coordinateur national, a participé à cette manifestation.

En prélude à cette marche et à l'inv

tation de l'IDAHO (International Day Against Homophobia), Jean-Luc Romero est intervenu lors de la 1^{ère} conférence internationale de l'IDAHO le 26 mai 2006 sur la lutte contre le sida. La situation est en effet dramatique en Russie : alors que 341.000 séropositifs sont officiellement enregistrés en Russie, Vadim Pokrovski, directeur du Centre fédéral russe de prévention et de lutte contre le sida, estime le nombre réel de séropositifs en Russie à 1,5 million. Les moyens engagés par l'Etat russe sont dérisoires : à titre d'exemple, la Banque mondiale et le Fonds global pour la lutte contre le sida ont consacré 50 fois plus d'argent à la lutte contre le sida en Russie que les autorités nationales dans leur propre pays...

Comme les médias l'ont rapporté, cette première Gay Pride, qui aurait dû être le symbole fort d'une mobilisation pour

l'égalité et la tolérance, n'a été que le théâtre d'un déchaînement de violences et d'injures homophobes de la part des milices ultranationalistes et des religieux extrémistes. Au centre des violences, la délégation d'ELCS a été le témoin de nombreuses arrestations et d'une attitude ambiguë de la police russe.

Lors d'une rencontre avec Philippe Douste-Blazy, ministre des affaires étrangères, qui a eu lieu le 31 mai, Jean-Luc Romero lui a fait part de ses plus vives protestations suite aux violences homophobes. Jean-Luc Romero tient à rappeler que la démocratie ne peut être que formelle et doit être une réalité en Russie alors que ce pays a pris la présidence du Conseil de l'Europe. La Russie se doit de promouvoir les droits de l'homme ou, tout au moins, les respecter.



La sortie des actes des 10^{èmes} Etats généraux d'ELCS accueillie par Monsieur Brice Hortefeux, ministre délégué aux collectivités locales

Mercredi 7 juin s'est déroulée la sortie des actes des 10^{èmes} Etats généraux d'Elus Locaux Contre le Sida, actes consistant en un compte-rendu fidèle du colloque qui a eu lieu le 26 novembre 2005 à l'Assemblée nationale pour les 10 ans d'Elus Locaux Contre le Sida. Monsieur Brice Hortefeux, ministre délégué aux collectivités locales, avait souhaité accueillir cette manifestation.

Eu égard aux combats menés par ELCS depuis plus de 10 ans et au rôle croissant dévolu aux collectivités locales dans la lutte contre le sida, on ne peut que se réjouir de la décision du ministre d'accueillir cet évènement. En effet, trop longtemps, la politique de lutte contre le sida a été vue comme une compétence exclusive de l'Etat alors que la répartition des compétences n'interdit absolument pas aux collectivités locales de s'engager toujours plus dans ce combat pour la vie. De très nombreuses personnalités avaient répondu présents à l'invitation d'ELCS : bien évidemment les membres du bureau, notamment Philippe Lohéac, Eddie Ait, Annick Margheri, Daniel Chazal, Michèle Parion, André Staut, des anciens ministres comme Nicole

Guedj ou Jean-Bernard Raimond, des parlementaires tels que Françoise de Panafieu, Roger Karoutchi, Lionnel Luca, Alain Fouché, des élus régionaux et de la ville de Paris et des personnalités comme Pascal Houzelot, président de Pink TV, Marie Humbert, Jean-Edouard Lipa, Basile de Kock...

Dans son discours de remise des actes au ministre, Jean-Luc Romero, président d'ELCS, a notamment rappelé la nécessité de ne pas expulser les malades sans papiers et l'indispensable mobilisation des pays riches pour permettre l'accès universel aux traitements. Brice Hortefeux a, quant à lui, insisté sur l'importance de la mobilisation de l'ensemble des élus français et s'est engagé à mobiliser les élus locaux qu'il rencontre en province. Il a également insisté sur la lutte contre les propos discriminatoires, propos qui doivent être très fermement combattus, notamment et à plus forte raison quand ils proviennent d'un élu.

Les actes sont disponibles sur demande à ELCS, par téléphone au 01.42.72.36.46. ou par courriel à info@elcs.fr, moyennant 8 euros de participation aux frais.

Les Points sur les i Editions s'engagent avec ELCS



Homo Turquoise, livre de Yann Kermanach, publié par les Points sur les i, est un ouvrage marqué par le sceau de l'émotion et de l'amour. L'auteur y raconte sa passion pour sa Bretagne natale, sa terre d'origine, ses paysages fabuleux et y narre une histoire d'amour fabuleuse et exceptionnelle entre les êtres qui s'aimèrent à la folie...

L'auteur nous emmène dans son univers, ses émotions, ses doutes aussi, mais avant tout dans sa vie tout simplement; avec une vision réaliste, il est très souvent émouvant et totalement authentique. Mais bien plus qu'une simple histoire d'amour, ce livre est également un hymne implicite à la tolérance...

L'auteur Yann Kermanach et l'éditeur Alain Guillo ont décidé de reverser un euro par livre vendu à Elus Locaux Contre le Sida s'engageant ainsi dans cette lutte qui nous est commune, ce combat pour la vie, la lutte contre le sida ! Alors n'hésitez pas à vous offrir Homo Turquoise et soutenez ainsi ELCS !

Lien : www.livres-a-lire.com

Le Banana Café s'engage aux côtés d'ELCS dans la lutte contre le sida



Le Banana Café, haut-lieu de la nuit parisienne, a décidé de s'engager dans la lutte contre le sida et de soutenir les associa-

tions. Le Banana Café organise une opération, parrainée par ELCS, consistant à réaliser des tableaux pour les personnalités qui auront accepté de participer à l'opération « dans la peau » d'un personnage historique de leur choix. Une vente de tableaux sera organisée autour du 1^{er} décembre, Journée mondiale de lutte contre le sida, et les bénéfices de cette opération seront reversés intégralement à Dessine moi un mouton, association qui accompagne les enfants, les adolescents et les familles touchées par le VIH/Sida.

